

Politique, car les enfants qui ont été victimes de mauvais traitements sont susceptibles, une fois devenus adultes, de canaliser leur ressentiment en violence politique, tandis que leur famille pourrait fort bien manifester son indignation sous des formes destructives.

Social, car la colère et les traumatismes de ces enfants et de leur famille victimes d'abus menacent la cohésion sociale et imposent un lourd fardeau aux services sociaux.

Économique, enfin, car tous ces problèmes sont assortis d'un coût économique, qu'il s'agisse du besoin de soutien médical et social, ou de la perte de futurs citoyens.

Les mauvais traitements infligés aux enfants, donc, entraînent des coûts dans l'immédiat. Ils peuvent aussi dégénérer à terme en dissensions et en détérioration de leur collectivité.

C'est pourquoi les enfants sont au coeur de la problématique de la sécurité humaine. En effet, trop souvent, ils figurent parmi les victimes le plus profondément marquées par l'aggravation de l'insécurité.

La Charte africaine des droits de l'enfant énonce un programme d'action d'ensemble : à propos des conflits armés, des enfants réfugiés, des enfants orphelins ou séparés de leurs parents, et au sujet de divers aspects de la protection à leur assurer. Ce document a poussé la communauté internationale à agir.

En janvier dernier, à Genève, la communauté internationale a adopté un Protocole facultatif rattaché à la Convention sur les droits de l'enfant; ce protocole porte sur la participation des enfants aux conflits armés, en particulier, sur le recrutement et le déploiement d'enfants-soldats. Le Protocole sera ouvert à la signature en septembre prochain.

Le moment est venu de passer de la définition, à la mise en oeuvre et à l'exécution de normes, ainsi qu'à des mesures concrètes.

Tel est le but de cette Conférence.

Axée sur les besoins des enfants, pris individuellement, de leur famille et de leur collectivité, la conférence sur les enfants touchés par la guerre en Afrique de l'Ouest a également pour but de faire en sorte que les gouvernements et les organisations régionales d'Afrique de l'Ouest comme la CEDEAO [Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest] disposent de la capacité de soutenir de nouvelles initiatives.

Ses thèmes nous amènent à aborder toute une gamme de causes profondes et de symptômes liés à la participation des enfants à la guerre : pauvreté, manque de solutions de rechange, accès à des armes légères, impunité, prévention des conflits, rôle des acteurs non étatiques et dimensions particulières des rapports hommes-femmes dans les conflits.